

AGRICULTURE  
L'UE REJETTE TOUTES  
LES REVENDICATIONS

BELLE EUROPE :  
LA GRÈCE  
ÉTERNELLE

PATRIOTES POUR L'EUROPE  
UN PUISSANT  
GROUPE POLITIQUE



DÉCEMBRE 2024 / NUMÉRO 16

# VU D'EUROPE

LE MAGAZINE DES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE PATRIOTES POUR L'EUROPE

# 30 DÉPUTÉS



# MERCI !

**PATRIOTES**  
POUR L'EUROPE



# PATRIOTES

POUR L'EUROPE

Avec Jordan Bardella,  
les députés

Rassemblement National  
défendent la France  
et les Français au  
Parlement européen.

Mathilde **ANDROUËT** • Jordan **BARDELLA** • Christophe **BAY** • Marie-Luce **BRASIER-CLAIN**  
Marie **DAUCHY** • Valérie **DELOGE** • Mélanie **DISDIER** • Anne-Sophie **FRIGOUT**  
Angéline **FURET** • Jean-Paul **GARRAUD** • Catherine **GRISSET** • France **JAMET** • Virginie **JORON**  
Fabrice **LEGGERI** • Julien **LEONARDELLI** • Thierry **MARIANI** • Aleksandar **NIKOLIC**  
Philippe **OLIVIER** • Gilles **PENNELLE** • Pascale **PIERA** • Pierre **PIMPIE** • Julie **RECHAGNEUX**  
André **ROUGÉ** • Julien **SANCHEZ** • Malika **SOREL** • Pierre-Romain **THONNET**  
Rody **TOLASSY** • Matthieu **VALET** • Alexandre **VARAUT** • Séverine **WERBROUCK**

# SOMMAIRE

## En couverture

4



- 4 **Éditorial** de Jean-Paul Garraud
- 5 **Éditorial** de Jordan Bardella
- 6 **Patriotes pour l'Europe** - un puissant groupe au Parlement européen
- 7 **Nouvelle Commission européenne** - les visages changent mais le projet reste
- 9 **Le Rassemblement National** - première délégation du Parlement européen
- 10 **Les commissions parlementaires**

## Actualités européennes

14



- 14 **Immigration** - un enjeu majeur pour le continent européen
- 15 **Immigration** - le cas danois
- 16 **Compétitivité de l'Union européenne** - un rapport alarmant
- 17 **Législation numérique européenne** - Bruxelles cible Elon Musk et X
- 18 **Agriculture** - Bruxelles rejette toutes les revendications des agriculteurs

## Conférence

19



- 19 **Quelles limites inhérentes** à la fondation du projet européen

## Tribunes

20



- 20 **Restauration et sécurisation des églises** - un financement insuffisant qui fragilise notre patrimoine
- 21 **Crise automobile** - pourquoi sommes-nous les seuls à voir juste ?

## Belle Europe

22



- 22 **L'odyssée hellène** - la Grèce éternelle
- 25 **Interview** - Afroditi Latinopoulou, présidente du parti Foni Logikis

## Lu pour vous

26



- 26 **L'écologie politique** - l'illusion d'un combat





« LA LISTE MENÉE PAR JORDAN BARDELLA A OBTENU PRÈS DE 32 % DES SUFFRAGES EXPRIMÉS, CE QUI PERMET AU RASSEMBLEMENT NATIONAL DE DEVENIR LE PREMIER PARTI POLITIQUE EUROPÉEN »

# Jean-Paul Garraud

*Député européen  
Président de la Délégation française  
du Groupe PFE*

Chers lecteurs, chers amis, c'est avec une vive satisfaction que nous reprenons, après cette intense période électorale, la parution de *Vu d'Europe*, le magazine de notre délégation du Rassemblement National au Parlement européen, qui constitue une fenêtre privilégiée pour suivre nos actions, initiatives et positions au cœur des institutions européennes.

**N**otre succès lors des dernières élections européennes, où la liste menée par Jordan Bardella a obtenu près de 32 % des suffrages exprimés, a permis au Rassemblement National de devenir le premier parti politique européen. Grâce à votre soutien, nous avons envoyé 30 députés français patriotes au Parlement européen qui vous seront présentés dans ce numéro.

Cette vague électorale souverainiste, porteuse d'espoir pour des millions de citoyens, a touché toute l'Europe et a contribué à la création d'un grand groupe politique nommé *Patriotes pour l'Europe*, présidé par Jordan Bardella. Fort de 86 députés de 13 nationalités différentes, notre groupe représente désormais la troisième force politique au sein du Parlement. Nous reviendrons dans ce magazine sur cette belle réussite et sur la fin programmée d'un système qui se crispe et tente de se maintenir envers et contre la volonté populaire, par l'instauration de cordons anti-démocratiques qui insultent le vote de millions d'Européens.

Malgré ces obstacles, nos 30 députés sont mobilisés, à Bruxelles comme à Strasbourg, pour défendre inlassablement la France et les Français sur tous les fronts : immigration, souveraineté, Pacte vert, guerre en Ukraine, compétitivité, crise de l'énergie, agriculture... Face à ces enjeux majeurs auxquels les peuples européens sont confrontés, l'Union européenne cherche souvent à avancer ses pions au détriment des intérêts nationaux et de votre quotidien.

Ce numéro de *Vu d'Europe* vous présentera un panorama des combats que nous menons pour défendre vos intérêts face aux dérives technocratiques et centralisatrices de l'Union. Nous vous emmènerons également à la découverte de la Grèce, ce pays emblématique qui incarne à la perfection la civilisation européenne que nous défendons. Nous vous présenterons notre alliée grecque au Parlement, Afrodit Latinopoulou, elle aussi engagée dans cette bataille pour une Europe des nations.

À une fréquence bimestrielle, ce magazine vous tiendra informés des actions et propositions que nous portons dans les instances européennes, avec la volonté constante de faire entendre votre voix. Vous pouvez compter sur nous pour lutter sans relâche contre les législations délétères et les projets nocifs pour nos nations. Nous constituerons une force de proposition crédible et active pour réorienter l'Europe vers plus de souveraineté, de sécurité et de prospérité pour nos pays.

Un grand merci pour votre soutien et votre engagement à nos côtés ! ■

# Jordan Bardella

Député européen

Président du Groupe PfE

À la suite des élections européennes victorieuses du 9 juin, nous formons, avec les 30 eurodéputés du Rassemblement National, la délégation la plus importante du Parlement européen. Une grande fierté que nous devons aux près de 8 millions de Français qui se sont portés sur notre liste, que nous représentons et défendons à Bruxelles et à Strasbourg.

« ILS N'ONT ÉTÉ ÉLUS PAR PERSONNE ET POURTANT CE SONT EUX QUI ONT LE POUVOIR DE VIE ET DE MORT SUR DES PANS ENTIERS DE L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE »

**A** lors qu'Ursula von der Leyen, soutenue par Emmanuel Macron, a été reconduite à la tête de la Commission européenne, nous avons été amenés, fin novembre, à nous prononcer sur le nouveau « collègue » des commissaires européens. Après un mandat jalonné de nombreux échecs et scandales, après des élections marquées par une contestation sans précédent du fonctionnement de l'Union européenne, cette Commission de continuité est responsable du déclin économique de l'Europe, de l'écologie punitive que les peuples européens ne supportent plus, des prix exorbitants de l'énergie, de la mort programmée de notre agriculture et de la submersion migratoire organisée de notre continent.

Ces commissaires européens sont anonymes, inconnus du grand public, et pourtant ils dictent le quotidien de 450 millions de citoyens. Ce sont eux qui ont droit de vie

ou de mort sur des pans entiers de l'économie européenne. Ce sont eux qui, au détour d'un couloir à Bruxelles, peuvent décider d'interdire la vente de véhicules thermiques à l'horizon 2035, de plonger notre industrie dans la détresse, de soumettre les agriculteurs à des normes draconiennes, sans jamais songer aux conséquences ravageuses de ces décisions pour ceux qui les subissent. Malgré les protestations populaires, malgré les mobilisations comme celles de nos paysans, ils restent campés sur leurs positions et sur leur idéologie.

La Commission européenne refuse de se réformer parce qu'elle refuse de reconnaître publiquement plus d'une décennie d'errances qui ont mené les Nations d'Europe là où elles sont aujourd'hui. Décrochée face aux États-Unis, menacée par l'avancée rapide de la Chine, contestée par l'émergence de nouveaux géants comme l'Inde, vidée de ses talents qui s'expatrient chaque jour davantage, l'Europe est devenue l'homme malade des économies développées.

Ce vote au Parlement européen a permis de faire tomber les masques : après avoir fait campagne contre Ursula von der Leyen, les LR, menés par François-Xavier Bellamy, ont finalement voté pour cette « nouvelle » Commission européenne, qui comprend, entre autres, le macroniste Stéphane Séjourné et un commissaire résolument anti-nucléaire. Un vote pour l'écologie punitive, pour la décroissance, pour l'enfer normatif européen, pour l'immigration incontrôlée, et donc une énième trahison de leurs électeurs.

Le groupe « *Patriotes pour l'Europe* » que nous avons constitué avec nos alliés issus de 12 autres nations est un groupe puissant, uni tout en tenant compte de nos spécificités nationales, qui compte sur la scène politique et institutionnelle européenne. À l'unanimité, nous avons voté, nous, contre cette Commission, conformément au souhait des millions d'électeurs qui nous ont accordé leur confiance. ■

Jordan Bardella face à Ursula von der Leyen au Parlement européen de Strasbourg, le 27/11/2024  
(photo : Parlement européen)







## PATRIOTES POUR L'EUROPE

# UN GROUPE POLITIQUE PUISSANT AU PARLEMENT EUROPÉEN

*La création du groupe Patriotes pour l'Europe, réunissant des partis issus de treize pays, démontre une avancée spectaculaire de nos idées au sein du Parlement européen et marque une étape cruciale dans l'évolution des relations politiques dans la seule institution démocratique de l'Union européenne.*

**L**ors des élections européennes de juin 2024, un bouleversement inédit s'est produit : les partis souverainistes et patriotes ont réalisé une percée spectaculaire. Cette avancée a permis la formation de trois groupes souverainistes, dont le nôtre, *Patriotes pour l'Europe*, présidé par Jordan Bardella et fort de 86 députés issus de 13 nations. Le Rassemblement National constitue la plus grande délégation avec 30 députés, soutenus par des élus d'Autriche, de Belgique, du Danemark, d'Espagne, de Grèce, de Hongrie, d'Italie, de Lettonie, des Pays-Bas, de Pologne, du Portugal et de Tchéquie.

### **Au service des idées souverainistes**

Ce nouvel équilibre se reflète dans le fonctionnement de l'institution, notamment au sein des commissions parlementaires où nos élus travaillent avec assiduité. Notre groupe politique nous permet de peser davantage dans les débats et l'organisation du Parlement européen, défendant au mieux les citoyens soumis aux règles iniques de la Commission et de la bureaucratie européenne.

Face aux menaces qui pèsent sur l'avenir de l'Europe — immigration incontrôlée, attaques contre nos traditions et nos racines, wokisme, islamisation galopante, désindustrialisation, écologie punitive, excès de normes — il est impératif de réagir.

La fin annoncée des voitures thermiques pour 2035 et l'obligation de passer aux véhicules électriques sont des décisions que nous avons combattues avec force, mais qui ont été imposées par les partisans d'une idéologie nuisible à nos économies et qui n'ont cure de la situation financière des plus pauvres. La gestion calamiteuse de la crise du Covid-19 et plusieurs décisions contraires aux intérêts des nations européennes ont affaibli la crédibilité de l'Union européenne.

### **Contre la dérive totalitaire de l'Union européenne**

La constitution d'une véritable Europe des nations, une Europe soucieuse des États qui la composent, de leur souveraineté, de leurs traditions, de leur puissance et de leur histoire, est devenue indispensable. Face aux dérives totalitaires de l'UE qui a pour vocation de se substituer aux prérogatives des États souverains, un sursaut des défenseurs des nations est vital. Lui seul permettra de contrer l'action mortifère d'institutions indifférentes et éloignées des peuples. Telle est la vocation des Patriotes pour l'Europe qui ambitionne de devenir le premier groupe au Parlement européen en rassemblant les partis animés par des objectifs similaires. Il s'agit d'un objectif réaliste qu'il nous appartient d'atteindre dans un avenir proche. Il en va de la survie de notre continent !



Le 9 octobre dernier, le Groupe Patriotes avait l'honneur de recevoir le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, pour une réunion extraordinaire.

## NOUVELLE COMMISSION EUROPÉENNE LES VISAGES CHANGENT MAIS LE PROJET RESTE

Le 27 novembre dernier, les députés européens ont validé la composition de la nouvelle Commission européenne, présidée pour un deuxième mandat par Ursula von der Leyen. Pour rappel, chaque gouvernement des 27 États membres nomme un commissaire. Emmanuel Macron, suivant la volonté d'Ursula von der Leyen de ne pas reconduire Thierry Breton, a désigné Stéphane Séjourné, éphémère ministre des Affaires étrangères d'un gouvernement dont la responsabilité dans la crise sociale, économique, démocratique et sécuritaire que connaît la France n'est plus à démontrer. Ce choix politique scandaleux intervient après des élections européennes où le Rassemblement National est arrivé largement en tête, illustrant le mépris d'Emmanuel Macron pour la volonté de changement exprimée par les Français.

Après plusieurs jours d'auditions des commissaires, les accords de couloir entre les groupes fédéralistes PPE, PS et Renew ont permis de constituer un collège de personnalités non élues et souvent méconnues, éloignées des préoccupations de nos concitoyens. Si les visages changent, le projet politique reste inchangé. Les députés du groupe *Patriotes pour l'Europe* ont unanimement refusé de voter pour cette Commission. La logique décroissante du *Green Deal*, notamment son volet agricole « De la ferme à la fourchette », les accords de libre-échange, le Pacte sur les migrations et l'opposition au nucléaire français resteront les priorités pour les cinq prochaines années.

Un fait marquant de ce vote a été la volte-face des députés français Les Républicains (LR). On se souvient des déclarations de François-Xavier Bellamy, tête de liste LR aux élections européennes, affirmant son opposition à Ursula von der Leyen. Pourtant, ce 27 novembre, François-Xavier Bellamy et les députés LR ont soutenu Stéphane Séjourné et voté en faveur de la Commission européenne, trahissant ainsi les promesses faites durant la campagne.



Les nouveaux commissaires européens non-élus avec Ursula von der Leyen (AP Photo/Jean-Francois Badias)



## RÉÉLECTION D'URSULA VON DER LEYEN L'ÉTRANGE JOIE DE L'EXTRÊME GAUCHE

La joie non dissimulée de la députée « insoumise » Manon Aubry lors de la réélection d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission européenne avait de quoi surprendre. La députée d'extrême gauche a beau justifier cela comme un acte démocratique... une poignée de main républicaine aurait suffi !



## DÉNI DE DÉMOCRATIE LE CORDON SANITAIRE DE LA HONTE

Seul moyen pour eux de préserver leur influence, les différents groupes politiques au Parlement européen ont décidé de mépriser les dizaines de millions d'électeurs qui ont voté pour les listes menées par le RN et ses alliés en refusant de leur laisser les postes qui devaient leur revenir. Malgré ce déni de démocratie, les voix des électeurs compteront pour permettre à notre groupe d'agir sur la politique menée par l'UE. Le « cordon sanitaire » a bien du souci à se faire...









# LE RASSEMBLEMENT NATIONAL

## PREMIÈRE DÉLÉGATION DU PARLEMENT EUROPÉEN

*Les dernières élections européennes ont récompensé des années de lutte constante, aussi bien sur le terrain qu'au Parlement européen, en faisant passer notre délégation de 18 à 30 députés. Cette victoire, nous la devons également au travail acharné de tous les militants qui n'ont pas compté leurs heures sur le terrain : Merci !*

**A**u soir des élections européennes du 9 juin dernier, la très large victoire de la liste du Rassemblement National menée par Jordan Bardella était sans contestation possible. Emmanuel Macron en a tiré ses conclusions en prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale, dirigeant ainsi tous les projecteurs vers les élections législatives à venir.

Finalement, le verdict des élections européennes a été très peu commenté. Il importe donc de revenir sur ce succès électoral et de présenter la délégation française du groupe *Patriotes pour l'Europe*, composée des députés du Rassemblement National. Il s'agit de la force majoritaire de notre groupe et de la plus grande délégation nationale de tout le Parlement européen.

Rassemblant des citoyens issus de la société civile, d'anciens hauts fonctionnaires, magistrats ou avocats, de militants du RN, d'ex membres de l'UMP ou de la gauche, notre délégation comprend des députés venus de tout le territoire et présente des profils variés et représentatifs de la France. Présidée par Jean-Paul Garraud, cette diversité de personnalités est solidement unie pour défendre notre pays et les intérêts des Français autour du programme défendu par Jordan Bardella, président du groupe *Patriotes pour l'Europe*, qui s'articule autour de trois axes : « L'Europe qui protège », « L'Europe qui produit » et « L'Europe qui respecte ».

Parmi les sujets dont les nouveaux députés se sont emparés pour faire avancer la cause nationale figurent le rétablissement des frontières, la primauté du droit national sur le droit européen, la priorité nationale, la relance de l'énergie nucléaire ou encore l'opposition à l'écologie punitive et décroissante du « Pacte Vert » qui fait tant de mal à nos agriculteurs. ■

LE TRAVAIL D'UN DÉPUTÉ NE CONSISTE PAS UNIQUEMENT À DÉBATTRE ET À VOTER LORS DES SESSIONS PLÉNIÈRES DE STRASBOURG ; IL S'EFFECTUE AVANT TOUT AU SEIN DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES. CHAQUE DÉPUTÉ EST MEMBRE TITULAIRE D'AU MOINS UNE COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, PARFOIS PLUSIEURS, EN FONCTION DE SES COMPÉTENCES ET DE SES INTÉRÊTS.

## INDUSTRIE, RECHERCHE ET ÉNERGIE (ITRE)



Julie  
**RECHAGNEUX**



Aleksandar  
**NIKOLIC**



Pascale  
**PIERA**

La commission ITRE est compétente en matière de politique industrielle, de recherche d'innovation, de politique spatiale et de politique énergétique. Elle est l'une des plus importantes commissions, car elle est le lieu de tous les lobbies et des idées contraires aux intérêts des Français et des Européens. La crise énergétique que nous vivons à cause des choix désastreux de l'UE en est un parfait exemple, et la fragilisation des approvisionnements en énergie de nos États est l'une des conséquences de l'idéologie décroissante que nos députés combattent vigoureusement. L'inflation que nous subissons depuis trop longtemps trouve en grande partie sa source dans ces décisions catastrophiques.

## SANTÉ PUBLIQUE (SANT)



Marie-Luce  
**BRASIER-CLAIN**

Un tel sujet doit demeurer une prérogative des États membres, mais il est clair que les politiques européennes empiètent de plus en plus sur ces domaines nationaux. La réforme du marché européen des médicaments et la mise en place de l'espace européen de santé sont parmi les priorités de la commission SANT, ce qui exige une vigilance accrue. Cependant, certains sujets comme la santé mentale des jeunes, la lutte contre le cancer, les maladies neurodégénératives ou le diabète sont des causes essentielles que nous soutenons pleinement, dans l'intérêt des citoyens.

## AFFAIRES ÉTRANGÈRES (AFET)



Jordan  
**BARDELLA**



Pierre-Romain  
**THONNET**

En 1993, les États membres s'étaient engagés à établir une Politique étrangère et de sécurité commune, visant à renforcer la cohérence de l'action internationale de l'Union européenne. Depuis, elle a pris une place notable sur la scène mondiale, notamment à travers des actions diplomatiques. Le Parlement européen, autrefois marginal, joue désormais un rôle actif dans cette politique, promouvant la démocratie et les droits humains. Cependant, les députés RN du groupe Patriotes pour l'Europe défendent fermement l'idée que la diplomatie doit rester une compétence nationale, garantissant à chaque État le contrôle de ses engagements extérieurs.

## AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL (AGRI)



Gilles  
**PENNELLE**



Valérie  
**DELOGE**

La commission AGRI est une priorité pour nos députés, puisque des textes dangereux pour notre pays y sont examinés. Le libre-échangeisme, les idéologies écologistes décroissantes et les importations massives de produits extra-européens représentent des menaces directes pour nos agriculteurs, éleveurs et viticulteurs, ainsi que pour nos traditions et notre art de vivre. Nous nous opposons fermement à ces idées nuisibles. Tout n'est cependant pas négatif dans la Politique agricole commune ou dans les mesures de développement rural que nous soutenons. Toutefois, de larges pans de notre agriculture restent vulnérables face aux lubies délirantes des bureaucrates européens.

## AFFAIRES CONSTITUTIONNELLES (AFCO)



Jean-Paul  
**GARRAUD**



Alexandre  
**VARAUT**

Cette commission se penche sur les aspects institutionnels de l'intégration européenne et les négociations pour l'élargissement de l'Union. Le RN s'oppose fermement à l'élargissement envisagé aux Balkans, à la Turquie et à l'Ukraine, qui menacerait gravement notre agriculture, notre économie et l'équilibre civilisationnel du continent. L'UE persiste dans sa volonté de croître en taille et en pouvoirs, et vos députés se mobilisent pour empêcher ces projets de voir le jour.



## BUDGETS (BUDG)



Julien  
**SANCHEZ**



Angéline  
**FURET**

La commission BUDG est chargée de la gestion du cadre financier pluriannuel, couvrant les recettes et dépenses de l'Union européenne, ainsi que de son système de ressources propres. En 2023, la France, en tant que contributeur net a versé pas moins de 28 milliards d'euros, se positionnant ainsi comme le deuxième contributeur après l'Allemagne. Pourtant, l'Union continue de revoir son budget à la hausse, exigeant des contributions françaises toujours plus importantes. Face à cette dérive, nos députés s'opposent fermement à ces augmentations, tout comme à la création d'impôts européens ou à toute tentative visant à ponctionner davantage les États membres au profit de Bruxelles.

## TRANSPORT ET TOURISME (TRAN)



Philippe  
**OLIVIER**



Julien  
**LÉONARDELLI**

La législation commune des transports, couvrant les secteurs ferroviaire, fluvial, maritime et aérien, a un impact direct sur les citoyens et nos économies, ces infrastructures étant essentielles à l'irrigation de nos pays. Une attention particulière est donc portée sur ces secteurs vitaux.

L'interdiction des voitures thermiques en 2035, imposée par les institutions européennes, illustre en outre parfaitement les décisions catastrophiques contre lesquelles nos députés se battent avec acharnement. Quant au tourisme, également du ressort de cette commission, il bénéficie de notre soutien indéfectible en raison de son importance cruciale pour la France.

## DROIT DES FEMMES ET ÉGALITÉ DES GENRES (FEMM)



Mathilde  
**ANDROUËT**

Cette commission traite de la définition, la promotion et la protection des droits des femmes dans l'Union, ainsi que des mesures pour éliminer toute forme de discrimination basée sur le sexe. Si ces combats sont aussi les nôtres, nous les menons avec une approche bien différente. Aucun parti n'honore en effet autant que le RN le rôle de la femme dans la société. Mais cette commission est en réalité l'un des bastions du wokisme européen, au service de la déconstruction de nos sociétés.

## DROITS DE L'HOMME (DROI)



Matthieu  
**VALET**

Cette sous-commission veille au respect des droits de l'homme dans les politiques et actions extérieures de l'Union européenne. Elle s'assure surtout que les politiques externes, notamment en matière de protection des réfugiés, de migration et de commerce, respectent les obligations définies par l'UE. Cette surveillance se fait bien souvent néanmoins au détriment de la souveraineté des États, sous prétexte de défendre des droits fondamentaux et un « État de droit » conforme à son idéologie. Cette prétention de l'UE à vouloir sermonner le monde entier n'a guère de limites. Nos députés rappellent régulièrement que la politique interne des États membres n'a pas à se plier à un prétendu universalisme imposé par Bruxelles.

## COMMERCE INTERNATIONAL (INTA)



Thierry  
**MARIANI**



Christophe  
**BAY**

La commission INTA est chargée de définir la politique commerciale de l'Union européenne, de négocier les accords commerciaux internationaux et de gérer les relations économiques extérieures. Cependant, les conséquences de ces choix se font sentir depuis des années : nos économies subissent une concurrence déloyale, à la fois intra et extra-européenne, en raison de l'ouverture déréglée du marché unique au reste du monde. Face à cette situation, nos députés défendent avec conviction un patriotisme économique, porteur d'une vision ambitieuse : celle d'une France entreprenante, au cœur d'une Europe qui valorise la priorité nationale et la préférence européenne.

## AFFAIRES FISCALES (FISC)



Pierre  
**PIMPIE**

Fuites de capitaux et évasion fiscale restent des enjeux majeurs : en 2022, plus de 932 milliards d'euros de bénéfices d'entreprises ont été transférés vers des territoires à faible imposition. Lorsque des multinationales bénéficient d'une fiscalité plus avantageuse que les petites et moyennes entreprises ou les particuliers, il devient urgent de lutter contre cette concurrence déloyale. Cependant, trouver un équilibre entre la fiscalité du travail et d'autres sources de revenus, comme la technologie, le capital ou les actifs, reste un défi complexe. C'est pourquoi le travail de nos députés au sein de la commission FISC est crucial, avec pour objectif premier de défendre une véritable justice fiscale.

## DÉVELOPPEMENT (DEVE)



Thierry  
**MARIANI**

La commission DEVE a pour mission de « *défendre les objectifs de développement durable et le programme des Nations Unies à l'horizon 2030* » : tout un programme ! Elle traite des questions humanitaires et des relations avec les pays en voie de développement. Soulignons que l'Union européenne est le plus grand donateur mondial, avec un budget de cinquante milliards d'euros alloué à l'aide au développement. Notre travail au sein de cette commission consiste à exiger des contrôles rigoureux sur l'utilisation de ces fonds, particulièrement dans des pays fréquemment confrontés à des instabilités politiques et étatiques. Par ailleurs, nous nous attachons à limiter les projets irréalistes ou inefficaces qui pourraient dilapider ces ressources. Conditionner l'octroi de ces aides au contrôle des migrations est l'une de nos exigences constantes.

## AFFAIRES JURIDIQUES (JURI)



Pascale  
**PIERA**

La commission JURI dispose de compétences législatives et institutionnelles vastes et transversales, couvrant des domaines variés, allant des enjeux économiques et technologiques, comme l'intelligence artificielle, à des questions plus personnelles, comme les droits des enfants. La défense de nos concitoyens et de nos entreprises reste naturellement une priorité. Toutes les branches du droit — civil, commercial, social, institutionnel, etc. — touchent au cœur de la vie de nos sociétés et nécessitent une attention constante.

## AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET MONÉTAIRES (ECON)



Pierre  
**PIMPIE**

La commission ECON gère les questions liées à l'Union économique et monétaire, symbole de l'intégration économique européenne avec l'euro comme emblème. Elle traite aussi de la réglementation des services financiers, de la libre circulation des capitaux, de la fiscalité, de la concurrence et du système financier international. Nos élus y demeurent particulièrement vigilants, ces enjeux étant essentiels pour la souveraineté économique et la défense des intérêts nationaux face aux orientations européennes.

## ENVIRONNEMENT, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (ENVI)



Mathilde  
**ANDROUËT**



Anne-Sophie  
**FRIGOUT**

Cette commission, aux implications majeures pour les Européens, se consacre à une Union prétendument plus durable, propre et saine. Elle traite de la transition écologique, la santé, la biodiversité, la sécurité alimentaire et l'usage des pesticides et produits chimiques. L'enfer étant pavé de bonnes intentions, de nombreux textes servent trop souvent à promouvoir une écologie punitive et des mesures affaiblissant l'Europe, notamment face aux États-Unis. Nos députés mènent donc un combat acharné pour défendre une écologie pragmatique et préserver notre souveraineté économique.

## PÊCHE (PECH)



France  
**JAMET**

La préservation des ressources halieutiques et du milieu marin relève de cette commission dans le cadre de la politique commune de la pêche. Cependant, force est de constater que l'efficacité de l'Union laisse souvent à désirer. Trop préoccupée par ses ambitions libre-échangistes et mondialistes, elle protège insuffisamment nos marins pêcheurs, qui luttent quotidiennement pour leur survie. Nos élus, engagés sans relâche au sein de la commission PECH, s'efforcent de les défendre et de soutenir leur activité, tout en veillant à préserver les stocks de poissons et à protéger le milieu marin.

## EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES (EMPL)



Marie  
**DAUCHY**



Mélanie  
**DISDIER**



Séverine  
**WERBROUCK**

La politique de l'emploi et les volets sociaux sont essentiels pour des millions de citoyens en Europe. La commission EMPL traite de sujets cruciaux comme la politique sociale, les conditions de travail et la formation professionnelle. Il est donc impératif que nos députés soient à la pointe pour défendre nos emplois et nos acquis sociaux, souvent mis en danger par des règles inéquitables et les risques de pertes d'emplois liés à certaines politiques européennes. Leur engagement est déterminant face à ces menaces de décrochage économique et social.



## MARCHE INTÉRIEUR ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS (IMCO)



Virginie  
**JORON**

Le marché unique, pilier fondamental de l'Union européenne, permet aux citoyens d'étudier, vivre, travailler, acheter ou prendre leur retraite dans n'importe quel Etat membre, tout en accédant à des produits provenant de toute l'Europe. Il repose sur la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes. Malgré des avantages tels que la protection des consommateurs, des problèmes persistent, notamment dans le domaine agricole et face à une concurrence généralisée, externe comme interne à l'UE. Nos députés jouent un rôle essentiel pour défendre l'économie et protéger les producteurs, soumis à des pressions croissantes au sein de ce marché.

## CULTURE ET ÉDUCATION (CULT)



Catherine  
**GRISSET**



Malika  
**SOREL**

Elle s'occupe notamment du multilinguisme, du programme Erasmus+, de la création artistique et de la préservation du patrimoine. La commission traite aussi des politiques éducatives, y compris l'enseignement supérieur, ainsi que des questions liées à l'information et aux politiques audiovisuelles. Cependant, ces domaines deviennent souvent le vecteur d'une idéologie européiste, irriguée de wokisme et la cancel culture. Nos députés restent vigilants, notamment sur l'enfance, souvent impactée par des initiatives délétères. De nombreux textes privilégient de plus en plus une citoyenneté européenne au détriment des identités nationales et des traditions que nous défendons.

## SÉCURITÉ ET DÉFENSE (SEDE)



Pierre-Romain  
**THONNET**

La commission SEDE est chargée des questions liées à la Politique étrangère et de sécurité commune ainsi qu'à la Politique de sécurité et de défense commune. Une éventuelle « Europe de la Défense » doit être strictement encadrée. Toute tentative de restreindre nos capacités souveraines en matière d'armées, d'équipements ou de défense globale est inacceptable. Ces domaines régionaux relèvent de la compétence des États et ne doivent pas être régentés par l'UE.

## LIBERTÉS CIVILES, DE LA JUSTICE ET DES AFFAIRES INTÉRIEURES (LIBE)



Fabrice  
**LEGGERI**

La commission LIBE est responsable de l'élaboration et de la supervision des législations et politiques de l'UE garantissant aux citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice. Elle s'occupe notamment de l'État de droit, des droits fondamentaux, de la protection des données personnelles, des politiques d'immigration et d'asile, ainsi que de la lutte contre le crime organisé. C'est l'une des commissions les plus politisées du Parlement, souvent le théâtre de la promotion d'idées immigrationnistes et de l'affaiblissement des protections des États membres. Nos députés y mènent un combat déterminé contre des textes et des idées particulièrement nocifs.

## CONTRÔLE BUDGÉTAIRE (CONT)



Julien  
**SANCHEZ**



Virginie  
**JORON**

La commission CONT veille à la protection des intérêts financiers de l'Union européenne en respectant des principes clés des finances publiques : transparence, responsabilité et gestion efficace. Elle évalue chaque année l'exécution du budget de l'Union, qu'il s'agisse de la Commission ou des agences chargées des politiques européennes. Elle coordonne également le cadre antifraude et la mise en œuvre des actes relatifs au contrôle budgétaire. Cependant, cette commission ne se limite pas à ces missions et impose régulièrement des règles qui entravent la souveraineté de certains États, comme la Hongrie, qui refusent de se plier aux exigences dictées par Bruxelles.

## DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (REGI)



André  
**ROUGÉ**



Rody  
**TOLASSY**

La commission REGI est responsable de la politique de développement régional de l'Union européenne, notamment via les fonds d'aides. Les régions ultrapériphériques et les îles, comme les DOM-TOM, sont directement concernées. Ils nous tiennent à cœur, et font l'objet d'une attention particulière de nos élus, vigilants sur les aides mobilisables. Nos députés se battent pour que ces départements soient pleinement représentés et défendus au sein de cette commission.

# IMMIGRATION

## UN ENJEU MAJEUR POUR LE CONTINENT EUROPÉEN

### L'Italie : entre accueil et fermeté

Il s'agit d'une des principales portes d'entrée de l'Europe pour les migrants. En 2022, plus de 83 000 personnes y ont débarqué, principalement en provenance de Tunisie, de Libye et d'Égypte. En septembre 2023, plus de 10 000 clandestins ont atteint l'île de Lampedusa. Le gouvernement de Giorgia Meloni alterne entre opérations de sauvetage et renforcement des contrôles. Malgré la diminution des arrivées, la pression sur les centres d'accueil reste forte.

### Les Pays-Bas : une politique d'intégration rigoureuse

Les Pays-Bas mettent l'accent sur l'intégration, exigeant la réussite d'un examen de langue et de culture néerlandaises pour obtenir un titre de séjour. Environ 70 % des réfugiés réussissent cet examen dans les trois ans suivant leur arrivée. Toutefois, la pression sur les services publics inquiète de plus en plus les Néerlandais. La victoire du PVV, parti politique membre du groupe *Patriotes pour l'Europe*, a conduit à des débats sur le contrôle de l'immigration et sur la position du pays vis-à-vis du pacte asile et migration de la Commission européenne.

### La Suède : un modèle mis à l'épreuve

Longtemps considéré comme un modèle d'accueil, le pays a changé de cap après l'afflux migratoire de 2015. Il a réduit les aides et renforcé les contrôles, devenant l'un des plus stricts en matière d'immigration. Ce

Depuis 2015, notamment avec l'appel à la migration vers l'Europe lancé par Angela Merkel, le continent fait face à des défis majeurs. Chaque pays aborde la question à l'aune de sa propre histoire, de sa situation géographique et de son contexte politique. Les élections européennes de juin 2024 et la poussée spectaculaire des partis patriotes ont confirmé le rejet de cette folle politique de pompe aspirante imposée par Bruxelles. Alors que certains gouvernements, conscients des enjeux identitaires et civilisationnels, choisissent de lutter massivement contre l'afflux de clandestins et de réguler au mieux l'immigration légale, d'autres persistent dans cette politique immigrationniste délirante.

L'Espagne est submergée par l'arrivée massive de clandestins aux Îles Canaries. Le 18 août dernier, des bateaux comme celui-ci, en provenance du Sénégal, ont accosté sur le port de La Restinga sur l'île canarienne d'El Hierro.



virage porte ses fruits, avec une diminution notable des arrivées et une émigration positive attendue en 2024.

### L'Allemagne : après la folie, la lucidité ?

En 2015, Angela Merkel a ouvert ses portes à plus d'un million de migrants, créant un important appel d'air. Depuis, le pays subit les conséquences de cette décision : Les agressions de la nuit du Nouvel An 2016 et les récents attentats islamistes ont suscité l'inquiétude de la population. La montée de l'AfD reflète les craintes des Allemands, incitant le gouvernement d'Olaf Scholz à rétablir les contrôles aux frontières.

### L'Espagne : l'autre vision de la gestion migratoire

Autre point d'entrée en Europe, elle subit une hausse de 331 % de l'immigration illégale, notamment via les îles Canaries et Ceuta. Contrairement à l'Italie ou à la Suède, le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez semble moins réactif, privilégiant des voies légales de migration en accord avec la Commission européenne présidée par Ursula von der Leyen.

### Et la France ?

Le 9 juin, les Français ont voté massivement en faveur de la liste menée par Jordan Bardella, envoyant un message clair : il est temps de reprendre le contrôle de notre politique migratoire. Les événements récents soulignent l'urgence de maîtriser nos frontières, de respecter nos lois et de restaurer une politique d'asile efficace.

## LE GROUPE PATRIOTES POUR L'EUROPE SOUTIEN MATTEO SALVINI

L'ancien ministre de l'Intérieur italien, Matteo Salvini, est accusé de séquestration de personnes, d'abus de pouvoir présumé et de négligence pour avoir refusé, en 2019, au navire de l'ONG *Open Arms*, chargé de migrants, d'accoster à Lampedusa. Une peine de six ans de prison a été requise contre lui. En octobre dernier, à Strasbourg, les députés du Groupe Patriotes pour l'Europe ont dénoncé ce procès politique et ont apporté leur soutien à leur allié.







# DERNIERS CHIFFRES

**+ 331 %**  
**d'arrivées de**  
**clandestins en**  
**Espagne depuis**  
**début 2024**

**750**  
**demandes d'asile**  
**formulées au**  
**Danemark sur**  
**les cinq premiers**  
**mois de 2024**

Jordan Bardella, président du groupe  
Patriotes pour l'Europe, avec Pascale  
Piera, député européen, en compagnie  
de Søren Gade, président du Parlement  
danois, et Kaare Dybvad, ministre de  
l'Immigration à Copenhague

## PASCALE PIERA Le cas danois

*Alors que les opinions publiques européennes aspirent à une meilleure maîtrise des flux migratoires, le Danemark se distingue par une politique souveraine et volontariste. Les 27 et 28 septembre 2024, Jordan Bardella a été reçu par les autorités politiques du Royaume. Retour sur cette expérience.*

### Un consensus national

Depuis que le Danemark a formulé des réserves (« opt-out ») au traité de Maastricht, sa politique migratoire est demeurée exclusivement nationale. Ce choix fait l'objet d'un consensus à travers l'ensemble de l'échiquier politique, comme l'ont confirmé à Jordan Bardella aussi bien M. Søren Gade, président centriste du Parlement danois, que M. Kaare Dybvad, ministre social-démocrate de l'Immigration et de l'Intégration.

### L'intégration et le travail au cœur du processus d'accueil

En effet, pour préserver un système social auquel les Danois sont très attachés, les conditions d'accueil, de résidence et d'octroi de la nationalité sont essentiellement centrées sur le travail et l'autosuffisance financière des candidats. Cela inclut un examen des besoins sectoriels, l'obligation pour l'employeur de rémunérer substantiellement le candidat étranger, et un accès limité aux aides sociales.

Dans cette optique, les conditions du regroupement familial sont drastiques, imposant notamment une obligation de parrainage, la justification d'études supérieures ou d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans, et, naturellement, la maîtrise de l'anglais et du danois.

### La loi anti-ghettos

Mais c'est sans doute dans sa politique dite « anti-ghettos » que le Danemark constitue un exemple unique. Ainsi, lorsqu'un phénomène de concentration de populations étrangères est observé par les autorités, un dispositif particulier peut s'appliquer à la zone concernée : réaménagement urbain, contrôles policiers plus fréquents et plus stricts, application de peines pénales plus sévères et renforcement de l'accompagnement scolaire.

Cette politique assumée et sans complexe présente des résultats que beaucoup de pays européens envient : baisse de la criminalité, diminution des demandes d'asile et harmonie sociale.



Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne, présentant son rapport à la tribune du Parlement européen le 17 septembre dernier



## COMPÉTITIVITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE : UN RAPPORT ALARMANT

Le 9 septembre 2024, Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne, a publié un rapport très attendu sur la compétitivité de l'Union européenne. Il y dresse un constat inquiétant de l'état de l'économie européenne, préconisant un changement de cap radical. Au cœur de ses recommandations figurent des investissements massifs, à hauteur de 800 milliards d'euros par an, pour rattraper le retard pris par l'UE dans des secteurs stratégiques.

Le rapport Draghi a été publié dans un contexte marqué pour l'Union européenne par de multiples crises : la pandémie de COVID-19, l'envolée des prix de l'énergie ou encore la concurrence mondiale accrue de la part de puissances comme les États-Unis et la Chine. Ces défis ont affaibli la compétitivité de l'UE, qui peine à maintenir son rang sur la scène internationale. Commandé par la Commission européenne, ce texte vise à définir une vision stratégique à long terme, indispensable pour redresser l'économie du continent.

L'un des points clés soulevés est la dépendance croissante de l'UE vis-à-vis de ressources essentielles pour la transition énergétique et l'innovation technologique. Elle expose l'UE à des vulnérabilités majeures, notamment en matière d'approvisionnement, et freine son ambition de devenir un leader de la transition écologique.

### Une planification industrielle incohérente

Le rapport souligne également l'absence d'une planification industrielle cohérente au sein de l'Union européenne. Cette fragmentation affecte tout particulièrement l'industrie de la défense, un secteur clé pour la préservation de la souveraineté des États et de la sécurité du continent. En matière de transition énergétique, l'UE accuse un sérieux retard. Mario Draghi met en avant le rôle crucial que le nucléaire peut jouer pour atteindre les objectifs de décarbonation. Selon lui, cette source d'énergie constitue un outil incontournable pour assurer une transition énergétique réussie et répondre aux ambitions climatiques de l'UE.

### Un besoin d'investissements massifs

Pour financer les mesures préconisées dans ce rapport, Mario Draghi estime que le besoin d'investissement s'élève à environ 750 à 800 milliards d'euros par an. Ce montant colossal, représentant près de 5 % du PIB de l'Union européenne en 2023, serait nécessaire pour moderniser les infrastructures, encourager l'innovation et soutenir la transition énergétique. Toutefois, ces investissements devront s'accompagner d'une réforme profonde du budget, un chantier ambitieux qui impliquerait potentiellement le recours à un nouvel emprunt commun, une option que l'auteur soutient fermement.

### L'accueil favorable de la Commission européenne

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a salué ce rapport, affirmant que ses recommandations seraient prises en compte dans les futures politiques de la Commission, notamment en matière de transition écologique, l'une de ses priorités. Ce texte entre pleinement en résonance avec ses ambitions de « verdir » l'économie européenne et de renforcer l'autonomie stratégique de l'Union.

Notre délégation partage bien volontiers le constat établi par le rapport Draghi : elle a en effet maintes fois tiré la sonnette d'alarme sur notre désindustrialisation dramatique et le travail de sape visant à affaiblir notre puissance nucléaire. Elle ne peut cependant que regretter que la conclusion soit de renforcer, encore et toujours, les pouvoirs de la Commission, dont les politiques ont pourtant largement contribué à affaiblir la compétitivité que l'on cherche à sauver aujourd'hui. ■

« LE RAPPORT DRAGHI CONFIRME LES CONSTATS QUE POSE LE RN DEPUIS DES ANNÉES, NOTAMMENT SUR LE NUCLÉAIRE ET L'ÉNERGIE, MAIS IL PROPOSE DE MAUVAISES SOLUTIONS. »

Jean-Paul Garraud, lors de la séance plénière du Parlement européen à Strasbourg, le 17/09/2024







Virginie Joron recevait en juillet dernier, Alice Cordier, directrice du collectif Nemesi et André Bercoff, écrivain, journaliste, animateur sur Sud Radio, pour évoquer les atteintes à la liberté d'expression.

VIRGINIE JORON

## Législation numérique européenne : Bruxelles cible Elon Musk et X

**Le règlement européen sur les services numériques (Digital Services Act, DSA) est entré en vigueur le 16 novembre 2022 et s'applique progressivement.**

**À partir du 17 février 2024, il impose des obligations à toutes les plateformes en ligne dont les utilisateurs sont établis dans l'Union européenne, à l'exception des petites et moyennes entreprises employant moins de 50 personnes et réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 10 millions d'euros. Ces plateformes doivent notamment fournir aux utilisateurs des moyens pour signaler les contenus, biens et services illicites, ainsi que la possibilité de contester les décisions de modération de contenu.**

Bien que la protection des mineurs contre le ciblage publicitaire, le harcèlement et la pédopornographie figure parmi les principaux objectifs du DSA, il est déjà évident que les trois sites pornographiques identifiés par celui-ci ne font pas partie des priorités de la Commission. Aucune enquête n'a été ouverte à leur rencontre. À l'inverse, X (ex-Twitter) et même Meta (Facebook/Instagram...) ont été soumis à des requêtes répétées.

La Commission a menacé X le 12 juillet 2024 d'une amende pouvant atteindre 6 % de son chiffre d'affaires mondial pour des raisons telles que : « *n'importe qui peut s'abonner pour obtenir le statut "vérifié"* » ; « *le registre des publicités n'est ni consultable ni fiable* » ou « *les chercheurs ont du mal à accéder à ses données publiques* ». Des raisons obscures qui n'expliquent ni n'excusent la publication du commissaire Thierry Breton (désavoué depuis par Ursula von der Leyen) le 12 août dernier, qui avait vocation à intimider Elon Musk, le propriétaire de X, à la veille de son interview de Donald Trump.

En ce qui concerne Meta, c'est initialement « *l'absence d'un outil efficace de suivi en temps réel du discours civique et des élections* » ou la lutte contre les publicités trompeuses qui ont mobilisé la Commission. En mai dernier, Bruxelles a finalement ajouté les risques addictifs pour les mineurs.

### **Censure ou liberté d'expression ?**

Mark Zuckerberg, le PDG de Meta, a confirmé avoir subi des pressions de la part

du gouvernement américain pour retirer des contenus liés au COVID-19 en 2021. A-t-il également reçu des pressions pour supprimer plusieurs comptes partageant des opinions politiques patriotiques ou identitaires sur Instagram durant l'été 2024 ? J'ai pu en discuter avec Alice Cordier, directrice du Collectif Nemesi, dont le compte Instagram a été suspendu sans qu'elle puisse en connaître les raisons.

Il semble y avoir des indices de discrimination politique, puisque la sanction a été appliquée simultanément à plusieurs comptes. Or, la modération devrait cibler une publication spécifique qui contrevient à la loi, plutôt que de sanctionner un ensemble de comptes partageant une même orientation politique.

Lorsque l'on constate l'inaction du gouvernement ou de certains juges en France face aux criminels récidivistes, il est surprenant de voir l'agitation de certains gouvernants contre Telegram ou Elon Musk aujourd'hui, comme ce fut le cas contre Julian Assange hier. Il est donc nécessaire de rester vigilant sur ces aspects, car nous le savons, certains réseaux sont plus indépendants et libres, tandis que d'autres sont soumis à la censure ou à l'autocensure. Avec les conflits actuels et les enjeux électoraux, certains acteurs deviennent nerveux.

Force est de constater que ce n'est pas Bruxelles et le DSA qui ont permis une plus grande liberté d'opinion en Europe, mais le rachat de Twitter par Elon Musk aux États-Unis. ■



Gilles Pennelle parcourt régulièrement la France pour aller rencontrer des agriculteurs afin d'évoquer leur travail. Ici, une visite d'exploitation agricole en Bretagne.

GILLES PENNELLE

## Bruxelles rejette toutes les revendications des agriculteurs

*Dialogue stratégique pour l'avenir de l'agriculture, nomination du nouveau commissaire à l'agriculture, accélération des négociations avec le Mercosur : les mauvaises nouvelles en provenance de Bruxelles s'accumulent.*

Au début de l'année 2024, la France et de nombreux pays européens ont été le théâtre d'une mobilisation exceptionnelle des agriculteurs. Leurs revendications étaient simples et claires :

**VIVRE DIGNEMENT DE LEUR TRAVAIL  
GRÂCE À DES PRIX RÉMUNÉRATEURS,  
METTRE FIN À LA CONCURRENCE DÉLOYALE,  
ET ARRÊTER LES CONTRAINTES ET NORMES  
« ENVIRONNEMENTALES » EXCESSIVES**

Quelle a été la réponse de Bruxelles ? Un texte de 110 pages, intitulé « *Dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture européenne* », a été présenté à la Commission européenne début septembre. Ce document, censé définir la nouvelle politique agricole de la Commission et orienter la future PAC, est particulièrement explicite dans ses recommandations :

■ Un « verdissement accru » de la politique agricole commune, avec une application stricte du *Green Deal* et de sa déclinaison agricole « *De la ferme à la fourchette* » ;

■ Une attaque frontale contre l'élevage, avec une réduction drastique de celui-ci et de la consommation de viande ;

Le 26 septembre dernier, les députés du RN se sont mobilisés contre l'accord de libre-échange entre l'UE et les pays du Mercosur.

■ La réorientation des crédits de la PAC vers l'Europe centrale et les nouveaux pays qui pourraient intégrer l'UE à l'avenir.

La décroissance agricole semble plus que jamais à l'ordre du jour. Les écologistes, pourtant de plus en plus minoritaires, ont remporté la bataille. La nomination de Christophe Hansen comme commissaire européen à l'agriculture confirme cela. Il s'est prononcé clairement en commission agriculture pour l'application du *Green Deal*, pour un verdissement accru de la future PAC et pour l'entrée de l'Ukraine dans l'UE.

Nos agriculteurs ne sont non seulement pas entendus, mais ils sont méprisés. Peut-être qu'avec ces nouvelles orientations notre agriculture sera la plus « vertueuse », mais elle ne sera plus en mesure de nourrir les Français et les Européens !



## MERCOSUR : LA PROVOCATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE !

Le traité de libre-échange avec les géants agricoles que sont le Brésil ou l'Argentine serait le plus important jamais signé par l'Union européenne. Nous importons déjà énormément de viande, avec ce traité, des stocks considérables de bœuf, de volaille ou de porc vont déferler sur nos marchés.

L'élevage français, déjà en difficulté dans beaucoup de filières, sera directement impacté. Ces produits agricoles d'Amérique du Sud ne respectent aucune des normes imposées à nos agriculteurs. C'est le deuxième scandale de ce traité de libre-échange.

Les députés du Rassemblement National ont toujours combattu les traités de libre-échange défavorables à notre agriculture. Ils continuent plus que jamais à défendre le modèle agricole français.



## QUELLES LIMITES INHÉRENTES À LA FONDATION DU PROJET EUROPÉEN ?

Ghislain Benhessa, docteur en droit, avocat et essayiste, nous livre une critique acerbe de la construction européenne dans son dernier ouvrage. Co-écrit avec le député RN Guillaume Bigot, *On Marche sur la tête* démontre la manière dont l'UE a été construite délibérément pour affaiblir la démocratie et les souverainetés nationales. À travers des rappels historiques et des exemples actuels concrets, il dénonce un édifice pensé pour imposer une domination juridique à laquelle les dirigeants se plient, au détriment de la volonté populaire. Rappelons-nous notamment du projet de Constitution européenne, rejeté par la France et les Pays-Bas par référendum en 2005, puis largement repris dans le traité de Lisbonne deux ans plus tard. Un point de vue qui invite à interroger l'avenir de l'Europe et le rôle de la France en son sein.

***Vous parlez de l'Union européenne comme d'une absurdité. Est-ce en raison de son fonctionnement ? Ou parlez-vous du projet de construction européenne en lui-même ?***

Souvent, on entend dire que l'Europe a « mal tourné », que les rêves d'antan ont succombé par trop de mauvaises décisions. Erreur ! L'édifice a été conçu pour saper la démocratie et détruire les souverainetés nationales. Dès le départ, Jean Monnet souhaite que les peuples ne soient pas consultés et que l'édifice s'élève sans eux. C'est pourquoi, dès les années 1960, les juges européens imposent la primauté des règles européennes pour mieux enterrer les lois nationales. Un programme conforme à la philosophie de Walter Hallstein, premier président de la Commission européenne, qui affirme dès 1965 : « *La Communauté n'a pas de pouvoir direct de coercition, pas d'armée, pas de police. Sa seule arme, c'est le droit qu'elle fixe* ». Et c'est ainsi qu'elle a, petit à petit, sabordé la compétence des États. Au bout de la chaîne, les conséquences sont légion. Le gouvernement



**À l'invitation de la Délégation française du Groupe des Patriotes pour l'Europe, Ghislain Benhessa est venu, le 22 octobre 2024, à Strasbourg pour évoquer les limites du projet européen.**

français veut expulser ses islamistes en situation irrégulière ? Impossible, au nom du droit européen. Les agriculteurs crient leur détresse, étranglés par la concurrence déloyale ? Le jour même où une armée de tracteurs roule vers Bruxelles, le Commissaire européen chargé du dossier se réjouit que les accords avec le Mercosur soient « à portée de main ». En clair, que l'Europe ouvre ses portes à une flopée de produits d'Amérique latine non soumis à la réglementation de l'Union et moins chers. Le plus fascinant, c'est que malgré tout, à chaque nouveau défi, le slogan reste le même : « Plus d'Europe ! ». Comme s'il était logique de confier les rênes à ceux qui nous conduisent vers l'abîme.

***Vous pointez l'UE du doigt. Mais quelle est la responsabilité des décideurs français ?***

Ils ont somatisé l'idéologie secrétée à Bruxelles. À entendre qu'il n'y a plus d'avenir hors du cadre européen, ils ont fini par y croire. Par-delà nos politiques, nombre de nos institutions ont courbé l'échine. Le Conseil constitutionnel — largement composé d'ex-politiques — est plus à cheval sur le droit européen que sur les désirs de la majorité du peuple français. De son côté, même quand ce n'est pas nécessaire, le Conseil d'État écarte la loi française pour mieux appliquer la Convention européenne des droits de l'Homme. C'est simple, nos hauts fonctionnaires vouent une fascination pour le catéchisme européen, appris sur les bancs de Sciences-Po et peaufiné à l'ENA. Au bout du compte, ils ne se rendent même plus compte qu'ils servent un maître qui n'est plus à Paris mais à Bruxelles. Une mise en garde figure pourtant dans la Bible : « *Aucun serviteur ne peut servir deux maîtres. Ou bien il haïra l'un et aimera l'autre, ou bien il s'attachera à l'un et méprisera l'autre* ». Là réside le noeud gordien : à servir l'Europe, on a désarmé la France. ■



**Dans ce nouvel essai co-écrit avec Guillaume Bigot, Ghislain Benhessa explore le désenchantement des Français face à l'Union européenne. À travers une analyse sans concession, ils décryptent les promesses non tenues de la « mondialisation heureuse » et les mécanismes qui éloignent le pouvoir du peuple.**  
Éditions L'Artilleur



En avril 2019, le terrible incendie de la cathédrale Notre-Dame plongeait la France dans une immense tristesse en voyant ce symbole de notre patrimoine partir en fumée. L'élan de générosité qui s'en suivit démontra l'attachement charnel, peu importe leur foi, des Français à leur héritage culturel.

À gauche, la cathédrale de Nantes, incendiée le 18 juillet 2020 par un clandestin Rwandais. Alors qu'il n'était ni emprisonné, ni expulsé, il a assassiné un prêtre en Vendée un an plus tard.  
(Photo : Mathieu Pattier/SIPA)



doivent être prises en charge à une échelle supérieure.

Par exemple, lorsque de petites communes doivent payer les primes d'assurance de certaines églises ou abbayes, d'une valeur inestimable, elles peuvent être dans l'impossibilité d'assumer ces grosses dépenses, à tel point que ces édifices ne sont parfois plus assurés.

Il est donc urgent de revoir la répartition des dépenses entre

les communes et les collectivités plus grandes, à commencer par l'État et sans oublier l'Union européenne dont nous sommes contributeurs nets.

Rappelons aussi que les églises, au-delà de leur intérêt culturel, esthétique, historique et patrimonial, présentent aussi un enjeu touristique : nos monuments historiques participent aux 63 milliards d'euros de retombées économiques engendrées par le tourisme.

Enfin, appuyer financièrement les communes, en particulier les communes rurales, c'est soutenir une filière de restauration du patrimoine, locale et non délocalisable qui représente environ 500 000 emplois directs et indirects dont 35 000 métiers d'art.

En faveur de nos communes et de notre patrimoine, nous agissons auprès de la Commission européenne en lui proposant des solutions concrètes sur les primes d'assurances, la vétusté des systèmes électriques, les équipements de détection et d'extinction des incendies, les rénovations énergétiques, pour prévenir notamment les dégradations liées à l'humidité, ou encore sur la fiscalité et le financement des restaurations. ■

CATHERINE GRISET

## Restauration et sécurisation des églises : un financement insuffisant qui fragilise notre patrimoine

*Les 15 et 16 avril 2019, Notre-Dame de Paris subissait un grave incendie. Une catastrophe retentissante qui rappela néanmoins aux Français la fragilité de leur patrimoine historique et religieux. Cette fragilité s'aggrave d'ailleurs chaque année. Selon l'observatoire du patrimoine religieux, les incendies d'églises sont en hausse : 27 incendies durant l'année 2023 et déjà 13 incendies le premier semestre 2024.*

Une majorité de ces incendies est accidentelle, notamment lors des rénovations. Une autre partie est néanmoins d'origine criminelle, comme ce fut le cas de l'église de l'Immaculée Conception à Saint-Omer, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 septembre 2024. Quelles que soient leurs causes, la fréquence des sinistres augmente en raison de la vétusté des systèmes électriques et des carences en

équipements de vidéosurveillance, de détection des intrusions, de détection des incendies et d'extinction.

Investir pour sécuriser les églises est donc la priorité, mais il faut aussi secourir les communes en matière de financement. Premières engagées dans la défense de notre patrimoine, elles n'ont pas la surface financière pour faire face à ce défi. De nombreuses dépenses





Le 19 octobre dernier, Jordan Bardella était au Mondial de l'Automobile pour défendre l'industrie automobile française, qui est un pilier de notre économie.

JULIEN LÉONARDELLI

## Crise automobile : pourquoi sommes-nous les seuls à voir juste ?

*Au Mondial de l'Automobile le 16 octobre dernier, avec Jordan Bardella, nous avons pu constater une grande incertitude, suite à la décision de la Commission européenne d'interdire les véhicules non électriques en 2035.*

### 2035 : une échéance à laquelle nous devons résister

Constructeurs, professionnels, automobilistes... tous expriment un sentiment profond d'incertitude face à la perspective du 1<sup>er</sup> janvier 2035. Cette date marquera l'interdiction totale de la vente de véhicules thermiques, une décision imposée par la Commission européenne. Une fois encore, l'Union européenne fait preuve d'unilatéralisme en contournant la clause de revoyure et en imposant des objectifs irréalistes aux nations.

Depuis toujours, nous refusons cette vision. D'abord en dénonçant la prolifération des radars, qui transforme les automobilistes en simples sources de revenus pour l'État, puis en rejetant les Zones à faibles émissions (ZFE), prémices de l'interdiction totale des moteurs thermiques voulue par

Bruxelles. Ces restrictions punitives se heurtent à une réalité sociale évidente : le coût prohibitif des véhicules électriques, souvent hors de portée pour une grande partie de nos concitoyens.

### Pour une transition énergétique cohérente et souveraine

Forcer l'adoption exclusive des véhicules électriques d'ici à 2035 revient à céder un marché stratégique à la Chine, leader incontesté de ce secteur. Ce choix précipité met l'Europe dans une position de dépendance au lieu de renforcer son autonomie industrielle et énergétique.

La transition énergétique est cruciale, mais elle doit s'appuyer sur une vision ambitieuse et souveraine. Plutôt que de nous précipiter vers une solution qui renforce notre dépendance à l'Asie, investissons dans des filières

porteuses d'avenir. Le développement d'une industrie européenne de l'hydrogène ou le renforcement de nos capacités nucléaires sont des solutions réalistes et porteuses d'un véritable progrès écologique. Ces choix demandent du courage politique, mais ils sont la clé d'une transition juste et durable.

### Une écologie qui ne stigmatise pas les populations rurales

La voiture, autrefois symbole de liberté, est aujourd'hui indispensable à des millions de Français, notamment en milieu rural. Pour ces populations souvent oubliées des politiques publiques, elle est bien plus qu'un simple moyen de transport : c'est un lien vital vers l'emploi, les soins médicaux ou l'éducation de leurs enfants. Ignorer cette réalité, c'est abandonner ces citoyens au profit d'une écologie punitive et déconnectée des besoins du quotidien.

Au lieu de stigmatiser les automobilistes français, nous devons les protéger. Il est temps de proposer des solutions respectueuses des enjeux écologiques sans sacrifier la justice sociale. L'Europe doit comprendre que la véritable transition énergétique ne se décrète pas par des interdictions rigides, mais se construit avec pragmatisme et équité. ■



# L'odyssée hellène



Source vive où s'abreuve notre civilisation, la Grèce invite à de fascinantes découvertes, dans un voyage où sont célébrées les noces de l'histoire, de la philosophie et de l'art de vivre. Chaque site, chaque ruelle, chaque vestige est chargé de multiples histoires. Zoom sur Athènes.

Joyau de la Méditerranée, la Grèce est un pays où l'histoire, la culture, et les paysages enchanteurs se mêlent harmonieusement. Symbole de cette symbiose réussie, Athènes s'offre aux visiteurs avec ses incontournables comme le Musée archéologique regorgeant de splendeurs, à l'image de l'Éphèbe de Marathon, chef-d'œuvre de la statuaire classique, ou l'Acropole. La perfection du Parthénon, qui en est le joyau, ne cesse de nous émerveiller, tout comme la grâce du portique des Caryatides de l'Erechthéion...

même si, pour voir les statues originales il faut visiter le Musée de l'Acropole situé à quelques encablures. Sur ces sites flottent les ombres amicales de Périclès, de Sophocle ou de Platon... Mais la capitale grecque n'est pas une cité figée dans le passé : la vie bat à grand coup dans une métropole du XXI<sup>e</sup> siècle dont la fondation Stávros-Niárchos inaugurée en 2016, qui abrite notamment l'Opéra national de Grèce, est un des fleurons. Voilà un complexe contemporain à couper le souffle conçu par Renzo Piano.



## À NE PAS MANQUER

### PLÁKA

À Athènes, le quartier de Pláka, avec ses ruelles pavées, ses maisons anciennes et ses boutiques artisanales, est une invitation à la flânerie et à la découverte d'une ambiance unique. Entre dégustation de spécialités dans ses tavernes traditionnelles et shopping, il fait bon y déambuler.

Ne manquez pas Monastiráki, célèbre pour son marché aux puces, où l'on trouve tout, des antiquités aux souvenirs kitsch en passant par les épices locales.



### MYKONOS

Célèbre pour ses moulins à vent emblématiques et ses plages paradisiaques, cette île des Cyclades séduit par son charme authentique, ses ruelles blanches et ses églises aux dômes bleus. Le quartier d'Alefkandra, surnommé la Petite Venise, où les maisons s'avancent jusqu'à la mer, offre des couchers de soleil à couper le souffle.



### DELPHES

Selon la mythologie, c'est à Delphes que s'étaient rencontrés deux aigles lâchés par Zeus, l'un vers l'est, l'autre vers l'ouest. La cité était ainsi considérée comme le centre du monde dans l'Antiquité... Ses vestiges sont somptueux : Temple d'Apollon (qui abritait l'Omphalos, le nombril de l'univers) où la Pythie rendait ses oracles, Trésor des Athéniens, etc.



La scène gastronomique athénienne est aussi des plus toniques : si salades grecques, moussakas et autres souvlakis arrosés, cela va sans dire, d'un verre de retsina sont l'apanage des tavernes traditionnelles, de nombreux chefs se sont emparés de la tradition culinaire hellène pour en donner une version pleine de contemporanéité transfigurant des plats ancestraux pour les mettre au goût du jour.

## INSOLITE

Pour une expérience insolite, direction plein nord dans les Météores, où des monastères orthodoxes ont été construits au sommet de formations rocheuses impressionnantes. Ces édifices, perchés entre ciel et terre, semblent défier les lois de la gravité et offrent des vues imprenables sur la vallée environnante.







# ANTIQUITÉ

## DÉMOCRATIE ET PHILOSOPHIE

La Grèce antique est le berceau de la démocratie, de la philosophie, et des arts. Civilisation prospérant entre le VIII<sup>e</sup> et le IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C., elle a vu naître des figures telles que Socrate, Homère, et Périclès. Ses cités-États, comme Athènes et Sparte, ont influencé la culture et la pensée occidentales. Socrate, le philosophe de l'Antiquité, a eu une profonde empreinte sur la pensée occidentale.



# MUSIQUE

## MARIA CALLAS

De son vrai nom Maria Anna Cecilia Sofia Kalogeropoulos (1923-1977) est l'une des cantatrices les plus célèbres du XX<sup>e</sup> siècle. Surnommée la « Diva assoluta » elle a révolutionné l'art lyrique notamment en raison de sa présence scénique incandescente. Son interprétation de rôles tels que Norma, Tosca ou La Traviata a marqué l'histoire de l'opéra.

Outre son talent vocal, Callas était connue pour son tempérament passionné et ses interprétations dramatiques, qui insufflaient une intensité émotionnelle rare à ses personnages. Sa vie personnelle tumultueuse, notamment sa relation avec l'armateur Aristote Onassis, a également contribué à son mythe.

## MYTHOLOGIE

La mythologie grecque est un ensemble fascinant de récits et de légendes qui expliquent la genèse et le fonctionnement de l'univers. Les dieux de l'Olympe, tels Zeus, Héra, Poséidon ou Athéna, règnent sur le destin des mortels et incarnent des forces naturelles. Les héros, comme Héraclès, Thésée et Achille, accomplissent des exploits incroyables, affrontant monstres et épreuves. Cette mythologie explore des thèmes universels tels que l'amour, la jalousie, la guerre et la ruse, tout en offrant un regard sur les croyances et les valeurs de la Grèce antique, qui continuent d'influencer la culture moderne.



## GASTRONOMIE

La gastronomie grecque, tout comme le régime crétois, fait partie de la « diète méditerranéenne » reconnue depuis 2010 par l'UNESCO comme patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Incontournables, les mezze sont un assortiment de petits plats servis en entrée ou à partager, reflétant la richesse et la diversité de la cuisine hellène. Ils combinent des saveurs fraîches, épicées et salées, mettant en valeur des ingrédients simples et sains. Parmi les plus connus, on retrouve le tzatziki, une sauce à base de yaourt, concombre et ail, les dolmades, feuilles de vigne farcies au riz, ou encore les keftedes, boulettes de viande aux herbes. Les mezze sont souvent accompagnés de pain pita et d'olives, et s'apprécient autour d'un verre d'ouzo\*, invitant au partage et à la convivialité. La cuisine grecque est un véritable festival de saveurs et de couleurs, mêlant des ingrédients frais, simples et savoureux.

\*à consommer avec modération





# Afroditi Latinopoulou



INTERVIEW



ΦΩΝΗ ΛΟΓΙΚΗΣ  
ΑΦΡΟΔΙΤΗ ΛΑΤΙΝΟΠΟΥΛΟΥ

La naissance d'un nouveau parti en Grèce qui a d'ores et déjà une élue au Parlement européen en la personne de sa présidente, **Afroditi Latinopoulou**, est la preuve d'une vivacité et d'un discours percutant au sein de la société grecque. **Le parti Foni Logikis**, que l'on peut traduire par « La voix de la raison », — ce qui ne manque pas d'intérêt dans un pays ayant inventé la philosophie — se tient à la droite de l'échiquier politique, avec des propositions solides et souverainistes. Sous le slogan « La Grèce d'abord - Les Grecs d'abord », ce parti entend défendre sa patrie, la religion orthodoxe, la famille et l'identité, en dénonçant le politiquement correct et le wokisme. Son engagement aux élections européennes ciblant notamment les mondialistes de Bruxelles, et le déferlement migratoire qui touche durement ce pays. Son arrivée au sein du groupe *Patriotes pour l'Europe* est indéniablement un élément décisif pour traiter les questions de l'Europe du Sud.

## Pourquoi rejoindre le groupe Patriotes pour l'Europe ?

Le choix de rejoindre le groupe Patriotes a été mûrement réfléchi. Dès nos premières rencontres et grâce à des échanges constructifs, j'ai vite été convaincue que nous partageons la même vision de l'Europe. Nous avons des objectifs communs : préserver les identités nationales et défendre les valeurs traditionnelles de notre continent, tout en mettant l'accent sur l'héritage chrétien qui nous unit.

Marine Le Pen et Jordan Bardella ont joué un rôle essentiel dans ma décision. Le plaidoyer inlassable de Marine Le Pen pendant deux décennies est une source d'inspiration non seulement pour moi, mais aussi pour l'ensemble de notre mouvement. Jordan Bardella, figure politique montante de ma génération, représente l'avenir de la politique française et européenne. J'ai été profondément touchée par l'enthousiasme sincère, l'expertise de l'équipe du groupe *Patriotes pour l'Europe* et par leur soutien inconditionnel à mon pays.

## Quelle est l'actualité politique en Grèce ?

La Grèce, comme tous les pays européens, est confrontée à un défi crucial, la préservation de l'identité grecque. Nous assistons à des attaques quotidiennes contre notre héritage culturel, nos traditions ancestrales, notre foi orthodoxe et notre mode de vie

particulier. Il est de notre devoir envers nos enfants et les générations futures de contrer ces menaces, en veillant à ce que la Grèce que nous chérissons aujourd'hui reste intacte pour demain.

En parallèle, nous devons amplifier le message de *Foni Logikis* à travers tout le pays. Notre parti est jeune, nous souhaitons dans les années qui viennent tout faire pour que chaque citoyen grec connaisse notre programme et notre vision pour l'avenir du pays avec en ligne de mire, les prochaines élections législatives.

## Quelles sont vos ambitions au cours de ce mandat et quels combats souhaitez-vous mener au sein du Parlement européen ?

Durant mon mandat, j'aurai à cœur de faire respecter la confiance que nous ont donné les millions d'électeurs qui, en juin dernier, ont fait le choix de voter en faveur des partis politiques qui constituent notre groupe, troisième force politique du Parlement européen. Notre vision est celle d'une Europe des nations, plutôt que celle d'une superstructure fédérale étouffante qui érode les identités nationales.

Pour la Grèce, je m'engage à mener les batailles cruciales, nécessaires à la défense de notre souveraineté et à la sécurisation de nos frontières contre les menaces évidentes posées par les pays voisins tels que la Turquie, l'Albanie et la Macédoine du Nord. ■

Afroditi Latinopoulou avec Jordan Bardella à Athènes pour le Forum sur la Démocratie, le 3 octobre dernier.

# L'ÉCOLOGIE POLITIQUE L'ILLUSION D'UN COMBAT

par Colombe VARAUT

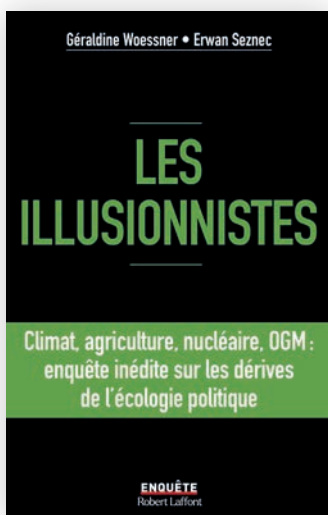
Que le lecteur soit prévenu, ce livre de près de 500 pages commence — il faut bien donner des gages de fréquentabilité — par une attaque contre le Rassemblement National. Une fois cette pilule avalée, l'enquête est fouillée, facile à lire et surtout passionnante, il s'agit d'un réquisitoire contre l'écologie politique et la diffusion de son idéologie. Il remonte aux racines de la mystique d'une nature idéalisée, où l'homme ne fait que corrompre et analyse l'évolution des courants écologistes dans la sphère associative et politique d'aujourd'hui.

La réalité est que les mouvements écologistes n'agissent pas pour la planète, puisque toutes leurs théories apocalyptiques sont contredites dans les faits depuis des décennies, mais au nom de leur haine du nucléaire et de la tentation totalitaire.

« Une croissance exponentielle dans un monde fini ne peut pas durer éternellement (...) il faut des mesures politiques concrètes, coercitives, impopulaires, s'opposant à nos libertés individuelles » pouvait-on entendre de l'astrophysicien Aurélien Barrau sur *Brut nature*.

Ce cri d'alarme, qui retentit depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, n'a jamais pris en compte les évolutions techniques. Lorsque Malthus affirmait que « la recherche du bonheur social infini est vaine, puisque la croissance démographique sera toujours plus importante que la hausse de production, vouant l'humanité à une longue succession de guerre et de famine si rien n'est fait pour limiter sa reproduction », la terre comptait alors un milliard d'habitants, aujourd'hui elle en compte huit milliards, mieux soignés, plus riches et plus libres.

Dans les années 1970 un livre, *La bombe P* (pour population), écrit par les fondateurs d'une société dont sera issue Greenpeace, annonce « la mort par famine de 65 millions d'américains dès les années 80 et la disparition



**Les illusionnistes**  
Géraldine Woessner  
et Erwan Seznec  
(440 p. éd. Robert Laffont)

pure et simple de l'Angleterre en 2000 », allant à l'encontre du bon sens et de la communauté scientifique qui affirme avec constance que la terre peut nourrir 10 milliards de personnes.

Le nucléaire, cette énergie propre permettant de produire suffisamment pour alimenter une croissance responsable et en adéquation avec la démographie devrait leur plaire. Grâce à George Pompidou et à la construction du parc nucléaire français, les émissions de CO<sup>2</sup> chutent de 30 % en seulement une décennie, mais les écologistes d'alors, pas plus que ceux d'aujourd'hui, n'axent leur combat sur le réchauffement climatique. Après avoir milité 18 ans chez EELV, l'ancien ministre François de Rugy dit : « Le climat, ils n'en ont rien à faire. La lutte contre le réchauffement passera toujours après le nucléaire », parce que leur vrai cheval de bataille est la décroissance.

Le réchauffement climatique est une réalité contre laquelle nous devons lutter. Mais les apprentis sorciers de l'écologie politique préfèrent jouer sur les peurs plutôt que de mener le bon combat. À force de crier au loup, le parti des Verts est passé de 13 à 5 % des suffrages aux élections européennes. Nous devons dépasser Rousseau, Malthus ou Greenpeace pour trouver une voie de respect mutuel puisque nos destins sont liés.



**SITE DE DÉCRYPTAGE ET D'ACTION  
DE VOS ÉLUS RASSEMBLEMENT NATIONAL  
AU PARLEMENT EUROPÉEN**



**VU D'EUROPE**  
DÉCRYPTAGE



**PATRIOTES**  
POUR L'EUROPE

# PATRIOTES

POUR L'EUROPE

GRÈCE

## L'ÎLE VOLCANIQUE DE SANTORIN

Santorin est l'île des Cyclades la plus célèbre.  
Ses maisons blanches au toit bleu et ses spectaculaires  
couchers de soleil en font une destination de rêve.



# L'EUROPE UNE CIVILISATION

